

ACCIDENTS DOMESTIQUES

Et la politique de prévention ?

Un million d'enfants entre 0 et 5 ans sont victimes d'accidents domestiques annuellement. Le professeur Yacoubi Mustapha, chef de service de chirurgie orthopédique du CHU de Bab-El-Oued, appelle à la mise en place d'une politique de prévention sur ce fléau qui tue plus que les accidents de la route.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Durant les dix premiers mois de l'année passée, 37 000 accidents domestiques ont été enregistrés par les services de la Protection civile.

Ce chiffre estime le professeur Yacoubi, qui s'exprimait hier lors d'une conférence de presse au quotidien *DK News*, est en deçà de la réalité. En vérité, dit-il, les accidents domestiques dont les premières personnes concernées sont les enfants et les personnes âgées, sont plus mortels que les accidents de la route et toutes les autres formes de violence.

Les accidents domestiques sont également à l'origine de milliers de cas de blessures et de handicaps.

Selon l'intervenant, les enfants de 0 à 15 ans représentent 70% des victimes. Les 3/4 des causes des accidents domestiques, souligne le professeur, sont les chutes dont 95% sont des personnes âgées de plus de 65 ans. Ainsi, avec 44,9%, les chutes représentent l'accident le plus fréquent suivi par les brûlures avec un taux de 18,5% et les lésions traumatiques superficielles qui représentent 18,3%.

Le taux de brûlure, estime le professeur, est très alarmant, car cet accident peut être mortel ou engendrer plusieurs séquelles. 65,3% des accidents domestiques sont causés par un traumatisme dû aux chutes et 23,3% aux plaies. 61,5% des accidents sont causés

par des brûlures dues aux liquides bouillants, suivi par les flammes avec 21,2% et 5,7% concernent les brûlures chimiques et électriques.

Les lésions occasionnées sont prédominées par les plaies avec 44,3% des cas et les brûlures avec 19,3% des cas.

La tête et le premier endroit touché par ces accidents à hauteur de 46% suivie par les membres inférieurs et supérieurs qui représentent 43,7% des cas. Le professeur Yacoubi a précisé que 59,7% des victimes sont traitées médicalement et 23,6% nécessitent des actes chirurgicaux. Ce professeur, qui alerte sur un fléau évitable, appelle à une politique de prévention, à la mise en place d'un réseau d'alerte, d'une campagne nationale de sensibilisation et d'information ainsi qu'au développement des dispositifs de recueil d'informations épidémiologiques.

S. A.



Photo : Samir Sid

La tête est la première touchée par ces accidents.

APRÈS SEPT ANS D'EXISTENCE

La Société de géophysique tient son premier congrès

La Société algérienne de géophysique a enfin tenu son premier congrès. Sept ans après la tenue de l'assemblée générale constitutive en 2007, ses membres étaient réunis hier à l'Université des sciences et des technologies Houari-Boumediène.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Son président Hamza Bouabdallah n'a pas caché hier sa grande satisfaction, n'hésitant pas à comparer de véritable parcours du combattant avant l'aboutissement à ce congrès qui a réuni des géophysiciens venus de plu-

sieurs wilayas. Objectif : fédérer les géophysiciens et leurs efforts.

Le président de la Société algérienne de géophysique dit rêver de la hisser au niveau des sociétés savantes à l'échelle mondiale et d'en faire un moteur pour la création d'une fédération des sciences de la terre. Il évoque le manque de coordination et appelle l'ensemble des instances à garantir l'indépendance et la liberté de la Société algérienne de géophysique pour ne servir que les intérêts de la communauté des géophysiciens.

Une communauté représentant des disciplines différentes qui était présente hier pour échanger et débattre, deux jours durant, d'exploration des ressources naturelles, de sismologie, de risques naturels et de géophysique fondamentale et environnementale.

Pas moins de 117 communications sont au programme. Faisant une rétrospective de la formation en géophysique, le président du comité d'organisation du congrès, Amar Boudella, a affirmé que la géophysique ne pouvait exister sans formation. Les disci-

plines enseignées actuellement par les différentes universités et instituts sont nombreuses et leur domaine d'application l'est tout autant à l'image de la sismologie, du génie civil, des risques naturels et de la recherche minière.

En matière de recherche scientifique, dit-il, cette dernière a été encouragée par la création de laboratoires au niveau des universités, sans compter les recherches effectuées par le Craag et le Centre de génie parasismique.

N. I.

JOURNÉE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La sécurisation des échanges, une priorité pour Derdouri

Pour Fatma-Zohra Derdouri, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, la deuxième étape après la poursuite du déploiement des infrastructures sera consacrée à la sécurisation des échanges d'information.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La ministre intervenait hier à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications, organisée cette année sous le thème «La large bande au service du développement durable».

Ainsi et selon Fatma-Zohra Derdouri, le développement des TIC en Algérie et le déploiement des infrastructures doivent se poursuivre. Ceci d'autant, selon la ministre, que certains secteurs se plaignent d'insuffisance de capacités et d'efficacité. L'objectif, selon elle, est de réduire la fracture numérique et augmenter les capacités,

explique la ministre. Elle citera ainsi un programme pour connecter les universités, les hôpitaux et les zones industrielles avec de nouvelles capacités. «On revoit aussi la politique tarifaire, pour que le tarif d'internet soit de plus en plus accessible. Il s'agit aussi d'aller vers un tarif proche du coût du service», a déclaré la ministre. Dans un deuxième temps, il s'agira selon Fatma-Zohra Derdouri de se concentrer sur la création d'un environnement sécurisé et de créer l'environnement idéal pour l'échange d'information. «Nous allons annoncer bientôt des faits et actions dans ce sens», a-t-elle précisé. La ministre dira dans son intervention que pour «ne pas hypothéquer l'avenir des générations futures, il est nécessaire d'adopter une gestion rationnelle des ressources naturelles. Dans cette quête, la large bande peut à la fois répondre aux nombreux défis que pose la

gestion durable et contribuer à améliorer le développement socioéconomique et la qualité de la vie.» Il facilite selon la ministre, les interactions entre un large éventail, comme l'énergie, l'agriculture, les transports, le bâtiment, la santé et l'éducation.

Les innovations en matière d'applications et de services, rendues possibles par la large bande, favorisent aussi, selon la ministre, «une intégration plus judicieuse et moins énergivore des principaux composants indissociables du développement durable, à savoir la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement.» Elle dira aussi qu'avec l'introduction de la 3G et de la 4G LTE fixe, la large bande mobile ouvre de nouvelles perspectives en termes de sensibilisation au développement durable. Ceci du fait que les technologies permettent de connecter, d'informer et de former de larges franges de populations, notamment les plus jeunes, explique aussi la ministre. «L'initiative lancée pour permettre une plus grande connectivité au niveau des espaces communautaires d'hôpitaux et campus universitaires s'inscrit dans cette optique», dira aussi Fatma-Zohra Derdouri.

Les présents évoqueront également un impact de la large bande sur la préservation de l'écosystème, grâce notamment à la réduction de la consommation du papier.

A l'issue de la rencontre, la ministre a, par ailleurs, annoncé la signature d'une convention pour permettre aux abonnés du téléphone fixe de payer leurs factures en ligne.

F.-Z. B.

OUVERTURE HIER DU 8^e SALON DE L'ÉLECTRO-TECHNIQUE, DE L'AUTOMATION ET DE L'ÉNERGIE

Le développement de l'industrie du photovoltaïque en perspective

Le développement de l'industrie du photovoltaïque et du thermique en Algérie, en somme des énergies renouvelables, est possible. Une perspective à laquelle nombre de sociétés de droit algérien travaillent, en termes de développement d'une base industrielle locale, le renforcement des capacités d'ingénierie et de formation, l'innovation...

Une thématique à l'honneur du 8^e Salon international de l'électrotechnique, de l'automatique et de l'énergie, ouvert hier et pendant trois jours au Pavillon B du Palais des expositions.

Organisé par la société Fairtrade, sous l'égide du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, avec le concours de la chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) et le Portail algérien des énergies renouvelables, ce Salon voit la participation de 28 exposants provenant de 10 pays, quelque 1 500 professionnels visiteurs étant attendus.

Notons la participation à ce Salon de la société Condor Electronics qui présente une nouvelle gamme de modules photovoltaïques, ainsi que celle de la société algéro-suédoise Soger, spécialisée dans les énergies renouvelables.

Et cela même si l'absence d'un cadre réglementaire définitif, le coût élevé de certains composants et équipements, la nécessité de préserver l'environnement et les ressources naturelles, de booster l'efficacité énergétique et de conforter la transition énergétique, pourraient freiner la dynamique en cours dans le domaine des énergies renouvelables.

Chérif Bennaceur

OPÉRATION DE RELOGEMENT À ALGER

La carte d'électeur pas exigée

Les services de la wilaya d'Alger ont tenu à préciser que la condition de présentation de la carte d'électeur dans le dossier d'inscription et de recours concernant l'opération de relogement prévue tout prochainement dans la capitale ne tient pas la route.

Et aux mêmes services de rappeler la liste des documents exigés pour ce genre de démarches administratives : une copie de la CNI (carte nationale d'identité), un extrait d'acte de naissance 12, une fiche familiale et une photo d'identité du concerné. Cette condition supplémentaire qui n'a aucune assise verra tout fonctionnaire l'exigeant subir des mesures conservatoires contre lui.

Ceci non sans relever que dans le cadre des procédures adoptées en vue de débusquer les indus bénéficiaires de logement, la loi autorise les institutions locales de l'Etat à user de tous les moyens et outils à même de s'assurer de l'identité des bénéficiaires qui remplissent les conditions ci-dessus citées. Comme les enquêtes sur le terrain et la revue du registre national de l'habitat.

K. M.